



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
du Grand Est

Metz, le 26 juin 2018

UD DREAL 57
4 rue François de Guise
CS 50551 - 57009 METZ CEDEX 1
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : UD57-SC/MV-28792/18

Fichier : ST AVOLD TPF RW 2018-04-25 RAAPC Modif stockage-soude SC-MV 28792

Affaire suivie par : XXXXXXXXXXXXXXXX
Tél. : 03 87 56 85 40 - Fax : 03 87 56 85 21
chimie.ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Objet : Société TOTAL PETROCHEMICALS France (TPF) à SAINT-AVOLD
Notice d'information relative à une modification non substantielle concernant l'atelier
RESINES W

Réf. : Transmission préfectorale du 05 mars 2018

P.J. : Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.
Un projet de lettre destinée à l'exploitant.

<p>Rédigé par L'Inspectrice de l'Environnement,</p> <p>Signé : XXXXXXXXXXXX</p>	<p>Vérifié par L'Inspectrice de l'Environnement,</p> <p>Signé : XXXXXXXXXXXX</p>	<p>Approuvé : P/le Directeur Régional par intérim, L'Adjoint au Chef du Service Prévention des Risques Anthropiques</p> <p>Signé : XXXXXXXXXXXX</p>
---	--	---

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête

Par courrier daté du 28 février 2018 référencé TPF/CLG/QHSEI/NL/L036/2018, et conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement, la société TOTAL PETROCHEMICALS France (TPF dans la suite du document) informe Monsieur le Préfet de la Moselle de son projet de modification du stockage de soude qu'elle exploite pour son atelier RESINES W sur le territoire des communes de SAINT-AVOLD et de L'HOPITAL.

Une notice, référencée N036-18, visant à apporter les éléments d'appréciation de ce projet de modification des conditions d'exploitation, est jointe au courrier précité.

I. Modification des installations

La zone de fabrication de l'atelier RESINES W, exploité par TPF, est alimentée en soude 20 % depuis un bac de stockage FBD602B localisé au sud de l'atelier VAPOCRAQUEUR 2.

TPF envisage de déplacer son stockage de soude afin de :

- rapprocher la zone soude 20% de l'atelier RESINES W ;
- réduire la longueur des tuyauteries de transfert entre la zone soude 20% et la zone de fabrication ;
- ne plus avoir à utiliser des équipements de la zone actuelle (bac FBD602B de 50 m³, pompes de dépotage et de transfert associées, et le décanteur SH6 associé au vapocraqueur) et libérer cette zone du sud de l'atelier VAPOCRAQUEUR 2 afin de faciliter son prochain démantèlement.

Le projet consiste donc à :

- implanter un nouveau bac de stockage O1870 ayant un volume moins important (43 m³) adapté aux besoins de l'atelier RESINES W, en lieu et place du bac O1833 qui n'est plus utilisé ;
- implanter 2 nouvelles pompes de transfert de soude 20% du nouveau bac vers la zone de fabrication (ballon O1806) ;
- créer un nouveau poste de dépotage des camions de soude 20% à proximité du bassin API SH1800 prévu pour recevoir des effluents basiques.

II- Eléments d'appréciation fournis par l'exploitant

2.1 - Eléments administratifs

La société TPF est autorisée, par arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-285 du 17 septembre 2015, à exploiter sur la plate-forme chimique de CARLING/SAINT-AVOLD, un atelier dit « RESINES W ».

Cet arrêté l'autorise également à stocker un volume de 63 m³ de soude, correspondant à la capacité du ballon O1806 et à la reprise de l'exploitation du bac de stockage FDB 602B.

Les modifications apportées impliquent une légère évolution des rubriques ICPE des installations actuellement autorisées, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime	Observations
1630	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	NC	$\frac{56 \text{ m}^3}{(63 \text{ m}^3)}$, soit 75 t (soit 84 t)

Nota : A : autorisation D : déclaration NC : non classé
 DC : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'environnement

XX : Situation après modification
 (XX) : Situation initiale

La modification est marginale d'un point de vue administratif.

2.2 – Aspects environnementaux

Le futur projet traite du déplacement d'un stockage existant au sein d'unités de production. Il n'aura pas d'impact sur l'environnement.

Toutes les eaux de la nouvelle zone soude (égouttures, écoulements accidentels,...) seront collectées vers le compartiment orage du bassin API SH1800 prévu pour recevoir des effluents basiques. Ces effluents suivent le traitement actuel des effluents de l'atelier RESINES W, à savoir l'envoi vers la station de traitement des eaux (STE) pour y subir une défluoration puis une neutralisation avant d'être dirigés vers la station biologique de la plate-forme exploitée par ARKEMA.

En cas de perte de confinement au niveau de la zone de stockage, une vanne manuelle permet d'isoler le compartiment orage du bassin API, du décanteur situé en aval.

2.3 – Aspects risques technologiques

L'exploitant a analysé les risques liés aux modifications apportées à ses installations.

Dangers liés aux substances :

Aucun nouveau danger n'est généré par les modifications puisque la soude 20% est déjà mise en œuvre sur le site.

Pour rappel, la soude 20% est un liquide corrosif pouvant entraîner des brûlures chimiques graves en cas de contact avec la peau et les muqueuses.

Dangers liés aux opérations et procédés :

Le projet n'apporte pas de changement sur les opérations et procédés. Les stockages de matières premières et le poste de dépotage changent de localisation uniquement.

Le risque principal lié aux équipements est celui lié à la présence de machines tournantes (pompes de dépotage et soutirage du réservoir). Le risque lié à la présence d'équipements sous pression qui existait dans l'installation actuelle sera supprimé dans le cadre du projet.

Les potentiels de danger existant sur le site ne sont donc pas modifiés.

Dangers liés aux opérations et procédés :

L'événement redouté central lié au projet est la perte de confinement du bac de stockage de soude 20 %. Une perte de confinement est également possible sur les équipements associés (pompes, tuyauteries, flexibles dépotage,...).

Il n'y a pas de phénomène dangereux associé à cette perte de confinement, à l'exception de la projection de produit corrosif.

Les conséquences d'une telle perte de confinement restent limitées à l'établissement TPF.

Le projet ne remet donc pas en cause les conclusions des études de danger de l'établissement.

III - Analyse de l'Inspection

3.1 - Analyse technique et environnementale

3.1.1 - Rejets et nuisances

Les éléments fournis par TPF indiquent qu'aucun impact négatif sur le milieu en lien avec le projet n'est attendu.

Le projet n'entraînera donc pas d'impact significatif sur les rejets et nuisances.

3.1.2 - Risques accidentels

L'exploitant a démontré dans son document d'information que le potentiel de danger lié au déplacement du stockage de soude 20 % présente des effets limités à l'atelier.

Cette évolution des équipements n'implique pas de modification des risques associés aux installations actuellement autorisées.

Le projet n'entraînera donc pas d'impact significatif sur les risques accidentels.

3.2 - Situation administrative

L'objectif de cette analyse est de positionner le projet par rapport aux critères de l'article R.181-46 du Code de l'environnement :

Critères du I de l'article R.181-46	Analyse de l'Inspection
1° extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2	Le projet ne consiste pas en une extension.
2° ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministère chargé de l'environnement	Le projet n'implique pas l'atteinte des seuils quantitatifs ni des critères fixés dans l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du Code de l'environnement.
3° ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3	L'analyse a été réalisée sur la base du dossier d'information complété de l'exploitant et du point III de la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement. Au regard des éléments développés dans le présent rapport et notamment des points 3.1.1 et 3.1.2, ce projet n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

La modification sollicitée par TPF ne répond à aucun des critères de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement ; par conséquent elle n'est pas substantielle.

IV – Conclusion et proposition

Sur la base de l'analyse des éléments transmis par la société TPF à SAINT-AVOLD, il apparaît que la modification examinée ici est non-substantielle. Elle peut être réalisée dès à présent, sans nécessiter le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation. Il convient d'en informer dès à présent l'exploitant par courrier préfectoral. Un projet de lettre en ce sens est joint au présent rapport.

Toutefois la modification sollicitée par TPF nécessite la mise à jour, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement, de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-285 du 17 septembre 2015.

L'Inspection propose donc ci-joint un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens. L'Inspection propose également de ne pas soumettre ce projet à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, étant donné que celui-ci :

- modifie uniquement la ligne du tableau de nomenclature relative à la rubrique 1630 avec une diminution du tonnage de soude ;
- corrige les références aux équipements dédiés au stockage de soude 20% ;
- ne propose pas d'autres prescriptions techniques.

L'exploitant a été consulté sur ce projet de prescriptions et n'a pas émis d'observations.

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL

modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-285 du 17 septembre 2015 réglementant l'atelier RESINES W exploité par la société TOTAL PETROCHEMICALS France, sur la plate-forme pétrochimique de CARLING/SAINT-AVOLD

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié, dit « arrêté-cadre » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-285 du 17 septembre 2015 réglementant les installations exploitées par la société TOTAL PETROCHEMICALS France sur la plate-forme de CARLING/SAINT-AVOLD, relatif en particulier à l'exploitation de l'atelier RESINES W ;

VU le dossier d'information réglementaire, référencé N.036-18, adressé par la société TOTAL PETROCHEMICALS France au Préfet de la Moselle par courrier du 28 février 2018 référencé TPF/CLG/QHSEI/NL/L036/2018, relatif aux modifications apportées sur ses installations de stockage de soude 20% alimentant son atelier RESINES W, en application des dispositions des articles L.181-14 et R.181-46 du Code de l'environnement ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 26 juin 2018 ;

CONSIDERANT que la modification envisagée n'est pas substantielle ;

CONSIDERANT que la modification projetée sur le site de la société TOTAL PETROCHEMICALS France à SAINT AVOLD rend nécessaire la mise à jour de certaines prescriptions applicables aux installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE ;

A R R E T E

Article 1^{er}

L'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-285 du 17 septembre 2015 susvisé réglementant les installations exploitées par la société TOTAL PETROCHEMICALS France sur la plate-forme de CARLING/SAINT-AVOLD, est modifié comme suit :

1) Dans le tableau de l'article 1.2.1, la ligne relative à la rubrique 1630 est remplacée par la suivante :

«

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime	Observations
1630	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	NC	75 t

»

2) Dans l'article 1.2.2, la ligne :

«

- des décanteurs O1800 et O1802A/B un stockage de soude de 50 m³ dans le réservoir FBD602B ;

»

est remplacée par :

«

- des décanteurs O1800 et O1802A/B ;

- un stockage de soude de 43 m³ dans le réservoir O1870 ;

- une zone de dépotage de soude comportant une pompe de dépotage (J1871) ;

- deux pompes d'alimentation en soude du ballon O1806 (J1872A/B).

»

Articles d'exécution

PROJET DE LETTRE À L'EXPLOITANT

Monsieur le Préfet

à

Monsieur le Directeur de la société
Total Petrochemicals France
à SAINT-AVOLD

Par courrier daté du 28 février 2018 référencé TPF/CLG/QHSEI/NL/L036/2018, et conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement, vous avez porté à ma connaissance votre projet de modification de votre stockage de soude associé à votre atelier « RESINES W » que vous exploitez sur la plate-forme pétrochimique de CARLING/SAINT-AVOLD.

Après analyse de votre dossier, il apparaît que cette modification, telle que présentée, n'est pas considérée comme substantielle au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Elle ne nécessite pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation. Par conséquent, je vous informe que j'accède à vos demandes.

La mise à jour des prescriptions sera réalisée prochainement par arrêté complémentaire. Dans l'attente, vous veillerez à respecter les dispositions actuelles réglementant votre établissement et à exploiter vos installations tel que décrit dans votre notice d'information.